LA MAIN-D'ŒUVRE

LE PROGRAMME JEUNESSE-CANADA AU TRAVAIL—LA POSSIBILITÉ D'ERREUR DANS LES MONTANTS ALLOUÉS À KOOTENAY-OUEST

M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Les représentants du ministère dans la circonscription de Kootenay-Ouest et à Vancouver ont envoyé des demandes de renseignements à l'administration centrale à Ottawa au sujet du financement insuffisant du programme Jeunesse-Canada au travail à Kootenay-Ouest. Dans ces conditions, le ministre a-t-il l'intention, après avoir repoussé par deux fois mes instances, de tenir compte de celles de ses propres fonctionnaires, selon lesquels il y aurait une erreur dans les montants alloués au programme Jeunesse-Canada au travail à Kootenay-Ouest?

L'hon. Bud Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, le député a tort de dire que je n'ai pas tenu compte de ses instances. C'est faux. Pour donner suite à sa demande, je lui ai écrit au sujet des montants dont parlaient mes fonctionnaires. S'il n'a pas reçu cette lettre, je vais voir ce qu'il en est.

L'AMÉLIORATION DES PERSPECTIVES D'EMPLOI POUR LES JEUNES—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre. Comme il faut de toute évidence de trois à quatre mois pour mettre sur pied le nouveau programme d'emploi à l'intention des jeunes et comme le premier ministre a signalé que le budget offrirait de nouvelles possibilités à ces derniers, a-t-il l'intention d'étendre le programme Jeunesse-Canada au travail ou envisage-t-il d'adopter un autre programme?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il ne reste que deux jours avant la présentation du budget, et le député pourra peut-être attendre patiemment jusque-là.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA PROTESTATION DES SECRÉTAIRES DES SERVICES EXTÉRIEURS CONTRE LE SYSTÈME DE PROMOTION EN FONCTION DES APPRÉCIATIONS DE TRAVAIL

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. C'est la même que je lui ai posée jeudi dernier, au sujet de la réaction de son ministère face à la pétition signée par des secrétaires des services extérieurs pour protester contre le système de promotion en fonction des appréciations qui est appliqué au ministère. Le ministre m'a répondu qu'il n'avait pas eu la possibilité d'en parler à son sous-ministre. Je me demande s'il a eu l'occasion de le consulter depuis lors et, dans l'affirmative, qu'ont-ils décidé? Sinon, quand cet entretien doit-il avoir lieu?

● (1500)

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'ai reçu une réponse, non pas du sous-ministre, mais des fonctionnaires responsables avec qui j'en ai discuté. Je dois avouer au député qu'abstraction faite du temps qu'il faudrait pour le faire, il serait difficile de répondre verbalement à une question aussi complexe. S'il y consent, je demanderai qu'on réponde par lettre à la question qu'il a soulevée, et je ne verrai aucune objection à ce qu'il la rende publique s'il estime avoir lieu de le faire. Il ne s'agit cependant pas d'une question à laquelle je puisse répondre facilement au cours de la période des questions.

M. Baker (Grenville-Carleton): J'y consens, monsieur l'Orateur.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LA LOI RELATIVE AUX ENQUÊTES SUR LES COALITIONS

MESURE MODIFICATIVE PORTANT SUR LA PROCÉDURE D'ACTION COLLECTIVE

M. John Rodriguez (Nickel Belt) demande à présenter le bill C-410, tendant à modifier la loi relative aux enquêtes sur les coalitions (action collective).

Une voix: Expliquez-vous.

M. Rodriguez: Monsieur l'Orateur, le bill a pour objet de mettre la procédure de l'action collective à la portée des milliers de modestes consommateurs canadiens qui ne peuvent individuellement se permettre de traîner les grandes sociétés commerciales devant les tribunaux pour obtenir justice, afin de leur permettre de se grouper pour tenter de telles poursuites, en partager les frais et, bien entendu, bénéficier collectivement du jugement qui en découlera.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée).

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

MOTION DE 2^e LECTURE DU BILL C-27 AUX TERMES DE L'ARTICLE 75C DU RÈGLEMENT

L'hon. Bud Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration) propose:

Que, relativement au bill C-27, tendant à créer le ministère de l'Emploi et de l'Immigration, la Commission canadienne de l'emploi et de l'immigration, le Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration, et à modifier la loi de 1971 sur l'assurance-chômage et d'autres lois, cinq heures supplémentaires soient allouées pour plus ample étude à l'étape de la deuxième lecture de ce bill; et

Que, à l'expiration de la cinquième heure, l'Orateur interrompe toute délibération dont la Chambre est saisie, s'il y a lieu, aux fins de cet ordre, et mette aux voix sur-le-champ, sans autre débat ni amendement, toute motion nécessaire pour disposer de l'étape de la deuxième lecture de ce bill.

M. l'Orateur: Plaît-il à la Chambre d'adopter cette motion?

Des voix: Non.